



Conseil de sécurité

Débat ouvert (VTC)

Conflits et sécurité alimentaire

New York, le 19 mai 2022

Déclaration de l'Amb. Pascale Baeriswyl,
Représentante Permanente de la Suisse

Madame la Présidente,

La Suisse remercie les Etats-Unis pour l'organisation de ce débat qui s'inscrit dans une semaine dédiée à la thématique, ainsi que les intervenantes et intervenants pour leurs contributions.

« Les conflits, la crise climatique, la covid-19 et la flambée des prix des denrées alimentaires et du carburant ont provoqué une tempête parfaite. » C'est avec ces mots que le Programme alimentaire mondial a tiré la sonnette d'alarme lors du lancement du Rapport mondial sur les crises alimentaires. Cette crise nous impactera tous. Le nombre de personnes en besoin d'une assistance humanitaire urgente pourrait atteindre 323 millions cette année. La Suisse s'inquiète en particulier pour les populations dans les contextes les plus fragilisés et exposés aux chocs des marchés globaux.

Les conflits armés restent un des facteurs principaux de la faim et de la malnutrition. Ainsi, les projections globales sur l'insécurité alimentaire résultant de l'agression militaire russe contre l'Ukraine doivent nous inciter davantage à mettre fin à ce conflit et aux autres conflits armés dans le monde. Ils amènent tous morts, destructions, déplacements forcés et faim. Nous soutenons pleinement le Secrétaire général et ses bons offices pour faire taire les armes.

A cet effet, la Suisse souhaite mettre en exergue trois domaines d'action :

Premièrement, il est urgent de redoubler d'efforts, y compris au sein de ce Conseil, pour garantir un accès humanitaire sans délai ni entraves, faire respecter le droit international humanitaire et prévenir les conflits armés.

Deuxièmement, la communauté internationale doit parler d'une seule voix sur la sécurité alimentaire. Le Conseil de sécurité s'est montré uni sur les normes et principes humanitaires fondamentaux contenus dans les résolutions 2417 et 2573. Celles-ci doivent être mises en œuvre dans toutes les situations à l'ordre du jour du Conseil et tous les Etats doivent les traduire dans leurs législations. Nous espérons que l'Assemblée générale adoptera la semaine prochaine la résolution sur l'état de l'insécurité alimentaire mondiale que la Suisse a coparrainée. La Suisse salue également les recommandations du

Groupe de réponse à la crise mondiale sur l'alimentation, l'énergie et les finances, lancé par le Secrétaire général pour une réaction cohérente et coordonnée aux conséquences de l'agression contre l'Ukraine sur les pays les plus vulnérables. Nous écouterons avec intérêt le deuxième briefing sur les acteurs locaux. La valorisation de leurs compétences - en particulier celles des femmes et des jeunes - est clé pour adresser les causes des crises alimentaires.

Troisièmement, la reddition des comptes est essentielle pour dissuader de potentiels auteurs de violations et rendre justice aux victimes. Le Conseil peut désormais déférer à la Cour pénale internationale les situations de conflits armés internes ou internationaux quand le crime de famine paraît avoir été commis. La Suisse encourage les Etats parties à la Cour à ratifier cet amendement et les Etats Membres à criminaliser ces actes dans leur législation nationale.

Madame la Présidente,

Alors que la quantité de nourriture produite serait suffisante pour nourrir tout le monde, il y a un manque d'égalité dans son accès, exacerbé par les hostilités et les violations du droit international humanitaire. Trouver des solutions politiques aux conflits armés doit faire partie de notre approche globale visant à éliminer la faim, à garantir à tous les êtres humains un accès à une nourriture suffisante et adéquate et à promouvoir des systèmes alimentaires résilients, inclusifs et durables.

En tant que candidate au Conseil de sécurité, la Suisse reste engagée à prévenir et résoudre les conflits afin de rompre le cycle vicieux entre faim et conflits armés.

Merci.

Unofficial translation

Madam President,

Switzerland thanks the United States for organizing this debate, which is part of a week dedicated to this topic, and also the speakers for their contributions.

"Conflict, the climate crisis, COVID-19 and surging food and fuel costs have created a perfect storm." These were the words used by the World Food Programme as a warning at the launch of the Global Report on Food Crisis. This crisis will impact us all. The number of people in need of urgent humanitarian assistance could reach 323 million this year. Switzerland is particularly concerned about the populations living in the most fragile contexts and exposed to global market shocks.

Armed conflicts remain one of the main factors of hunger and malnutrition. Thus, the global projections of food insecurity resulting from the Russian military aggression against Ukraine should give us a greater incentive to put an end to this conflict and to the other armed conflicts in the world. They all bring death, destruction, forced displacement and hunger. We fully support the Secretary-General and his good offices to silence the weapons.

To this end, Switzerland would like to highlight three areas for action:

Firstly, it is urgent to intensify efforts, including within this Council, to guarantee unhindered and timely humanitarian access, to ensure respect for international humanitarian law and to prevent armed conflicts.

Second, the international community must speak with one voice on food security. The Security Council has been united on the fundamental humanitarian norms and principles contained in resolutions 2417 and 2573. These must be implemented in all situations on the Council's agenda and all States should translate them into their legislations. We hope that the General Assembly will adopt next week the resolution on the State of global food insecurity that Switzerland co-sponsored. Switzerland also welcomes the recommendations of the Global Crisis Response Group on Food, Energy and Finance, launched by the Secretary-General for a coherent and coordinated response to the consequences of the aggression against Ukraine on the most vulnerable countries. We will listen with interest to the second briefing on local actors. Valuing their skills - especially those of women and youth - is key to addressing the causes of food crises.

Third, accountability is key to deterring potential perpetrators and providing justice to the victims. The Council can now refer situations of internal or international armed conflict to the International Criminal Court when the crime of famine appears to have been committed. Switzerland encourages the States Parties to the Court to ratify this amendment and the Member States to criminalize these acts in their national legislation.

Madam President,

While the amount of food produced would be sufficient to feed everyone, there is unequal access to it, exacerbated by hostilities and violations of international humanitarian law. Finding political solutions to armed conflict must be part of our global approach to ending hunger, to ensuring all people have access to sufficient and adequate food, and to promoting resilient, inclusive and sustainable food systems.

As a candidate to the Security Council, Switzerland remains committed to preventing and resolving conflicts in order to break the vicious cycle between hunger and armed conflict.

Thank you.